

Première Synthèses

Informations

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2008

LA DÉGRADATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL S'ACCENTUE

Au 4^{ème} trimestre 2008, l'activité en France a fortement reculé (-1,1 %), après une légère augmentation au 3^{ème} trimestre (+0,1 %). Cette forte contraction de l'activité s'est accompagnée d'une dégradation accrue de la situation du marché du travail. Dans le secteur marchand non agricole, les destructions d'emploi salarié se sont intensifiées : -117 000 postes au 4^{ème} trimestre, après -42 000 au trimestre précédent. Les destructions d'emploi ont accéléré dans l'industrie (-31 000) et ont gagné le secteur de la construction qui avait bien résisté jusque là (-13 000). L'accentuation de la chute de l'emploi intérimaire (-79 000) a renforcé le recul de l'emploi tertiaire ce trimestre (-74 000). Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a légèrement baissé au 4^{ème} trimestre 2008 (-4 000). Au total, l'emploi dans l'ensemble de l'économie aurait ainsi reculé de -102 000 postes estimés au 4^{ème} trimestre, après -22 000 au 3^{ème} trimestre, soit -117 000 destructions de postes de fin décembre 2007 à fin décembre 2008. D'après les estimations de l'Insee, le taux de chômage au sens du BIT est remonté à 7,8 % en France métropolitaine au 4^{ème} trimestre 2008, après 7,2 % au 3^{ème} trimestre. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi toutes catégories confondues a de son côté fortement augmenté au 4^{ème} trimestre 2008. En zone euro, la récession s'accroissant, le taux de chômage a poursuivi sa remontée pour s'établir à 7,9 % de la population active au 4^{ème} trimestre 2008, soit 0,4 point de plus qu'au trimestre précédent.

Recul marqué de l'activité en France au 4^{ème} trimestre

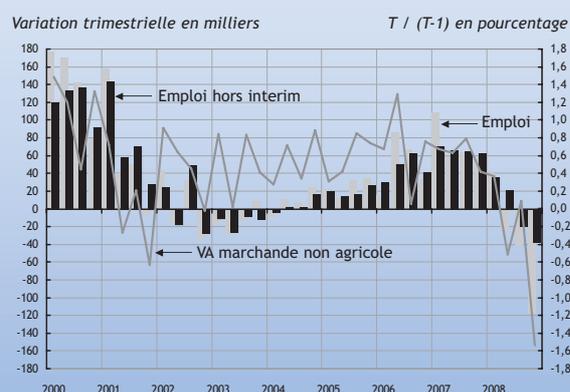
Au 4^{ème} trimestre 2008, l'activité s'est réduite en France de -1,1 %, après une légère hausse au 3^{ème} trimestre (+0,1 %), portant la croissance du PIB à +0,7 % en moyenne annuelle pour 2008, après +2,1 % en 2007. À l'issue du 4^{ème} trimestre, l'« acquis de croissance » (1) du PIB pour l'année 2009 est négatif (-0,8 %).

L'activité a chuté dans l'industrie, la production manufacturée ayant diminué de -7,1 %, et notamment de -10,4 % dans l'industrie des biens intermédiaires et de -22,9 % dans l'automobile. L'activité s'est également repliée dans la construction (-0,8 %) et les services marchands (-0,7 %).

La consommation des ménages a augmenté (+0,3 % après +0,1 %), et leur investissement en logement a reculé de façon moins marquée qu'au trimestre précédent (-0,3 % après -0,6 %). Mais l'investissement des entreprises s'est à son tour fortement replié (-2,0 % après +0,0 %), si bien que la contribution de la demande intérieure hors stocks à la croissance du PIB a été négative ce trimestre (-0,1 point). Les exportations françaises ont chuté au 4^{ème} trimestre (-3,5 % après +0,9 % au trimestre précédent), à un rythme plus soutenu que les importations (-2,3 % après +0,8 %), de sorte que la contribution du commerce extérieur à la croissance française est redevenue négative ce trimestre (-0,3 point) après avoir été nulle au trimestre précédent. Enfin, la contribution très négative des variations de stocks a accentué le repli de l'activité (-0,8 point après -0,1).

(1) C'est-à-dire la croissance en moyenne annuelle en 2009 que l'on observerait si l'activité se maintenait, d'ici la fin de l'année, à son niveau du 4^{ème} trimestre 2008.

Graphique 1
Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee.

Les destructions d'emploi salarié marchand s'accroissent

Au 4^{ème} trimestre 2008, la France a connu de très fortes destructions d'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA). D'après les estimations révisées de l'Insee et de la Dares, l'emploi SMNA a enregistré une perte de -117 000 postes au 4^{ème} trimestre 2008, après une baisse de -42 000 postes au 3^{ème} trimestre 2008 (graphique 1, tableau 1). Au cours de l'année 2008, 141 000 postes ont été détruits dans ce secteur.

Les destructions d'emploi salarié dans le tertiaire principalement marchand incluant l'intérim (2) ont de nouveau accéléré ce trimestre : -74 000 postes au 4^{ème} trimestre 2008, après -37 000 postes au trimestre précédent (graphique 2). Cette forte baisse a essentiellement résulté de l'accroissement de la chute de l'emploi intérimaire : -79 000 ce trimestre après -22 000 au trimestre précédent. Au cours de l'année 2008, l'emploi intérimaire s'est réduit de -139 000 postes (graphique 3), soit plus que les créations d'emploi qu'il avait générées depuis 2003 (+108 000 postes de la fin du 3^{ème} trimestre 2003 à la fin du 4^{ème} trimestre 2007). Une fois exclus du décompte de l'emploi tertiaire les intérimaires en mission dans d'autres secteurs, la baisse de l'emploi salarié tertiaire principalement marchand s'est limitée à -14 000 postes ce trimestre, après -16 000 au trimestre précédent.

L'industrie hors intérim, a accusé des pertes d'effectifs deux fois plus prononcées au 4^{ème} trimestre qu'au trimestre précédent (-31 000 postes après -15 000 postes au 3^{ème} trimestre et un total de -73 000 sur l'ensemble de l'année 2008). Une fois pris en compte les intérimaires en mission dans les secteurs industriels, les pertes d'emploi dans l'industrie s'avèrent encore plus lour-

des : -84 000 postes au 4^{ème} trimestre, après -34 000 au 3^{ème} trimestre et un total de -172 000 sur l'année 2008. La construction a subi elle aussi des pertes d'emploi, pour la première fois depuis 2002 : -13 000 postes au 4^{ème} trimestre 2008 (-19 000 en comptant l'intérim en mission dans ce secteur) après +10 000 au 3^{ème} trimestre (+9 000 intérim compris).

Malgré l'enveloppe financière supplémentaire dégagée durant l'été, la contribution à l'emploi total des contrats aidés dans le secteur non marchand a été légèrement défavorable au 4^{ème} trimestre 2008 : le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand a baissé de -4 000 au 4^{ème} trimestre, après une hausse de +1 000 au 3^{ème} trimestre 2008. L'emploi salarié privé des secteurs principalement non marchands a progressé pour sa part de +11 000, après +13 000 au trimestre précédent.

Au total, l'emploi dans l'ensemble de l'économie se serait replié de -102 000 postes estimés au 4^{ème} trimestre 2008, après -22 000 destructions de postes au 3^{ème} trimestre, d'où un recul de -0,5 % sur un an, à savoir de décembre 2007 à décembre 2008 (tableau 1). L'emploi salarié des secteurs concurrentiels, c'est-à-dire des secteurs marchands non agricoles et des entreprises et associations privées des secteurs non marchands, a perdu pour sa part -107 000 postes au 4^{ème} trimestre, après -28 000 postes au trimestre précédent, ce qui correspond à une baisse de -0,6 % sur un an.

(2) Par convention, l'emploi intérimaire est rattaché au secteur des services aux entreprises.

Tableau 1

L'emploi salarié des secteurs concurrentiels

	2008	2007				2008				2007	2008
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) (*)	
	Niveau	Variations trimestrielles								%	
Secteurs marchands non agricoles (1)	15 889	108	59	64	58	42	-24	-42	-117	1,8	-0,9
dont : Industrie	3 607	-8	-10	-14	-9	-12	-16	-15	-31	-1,1	-2,0
Construction	1 486	15	13	20	12	12	4	10	-13	4,2	0,9
Tertiaire	10 796	101	56	58	55	42	-12	-37	-74	2,6	-0,7
dont : intérim	517	38	-7	-1	-4	7	-45	-22	-79	4,2	-21,2
Autres (2)	9 606	18	13	9	7	8	-19	20	15	0,5	0,2
dont : non-marchand aidé (3)	186	19	-29	-2	-30	-13	-45	1	-4	-14,8	-24,8
non-marchand privé (4)	2 118	13	6	8	15	13	3	13	11	2,0	2,0
Emploi total	25 495	126	72	73	65	50	-43	-22	-102	1,3	-0,5
dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels (1) + (4)	18 008	121	65	72	73	55	-21	-28	-107	1,9	-0,6

Sources : Dares, Insee, Pôle emploi.

(1) Secteurs principalement marchands non agricoles (EB-EP).

(2) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale (EQ-ER), emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non salariés de tous les secteurs.

(3) Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE) et Contrats d'Avenir (CA), Contrats Emploi Solidarité (CES), Contrats Emploi Consolidé (CEC), emplois jeunes.

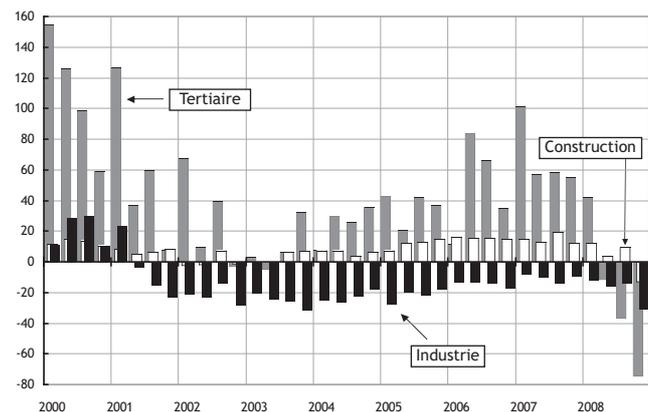
(4) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (EQ-ER : éducation, santé, action sociale et associations).

(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (4^{ème} trimestre pour 2007 et 2008).

Graphique 2

Emploi salarié des secteurs marchands non agricoles

Variation trimestrielle en milliers



L'intérim est inclus dans les services et non ventilé dans les secteurs utilisateurs. Sources : Dares, Insee.

Graphique 3

Emploi intérimaire

Milliers cvs



Sources : Dares, Insee, Pôle emploi (Déclarations des agences d'intérim).

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et des prix

	2007				2008				2007	2008
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) (*)	
	Variations trimestrielles en %									%
Salaire horaire de base ouvrier (SHBO) (1)	0,9	0,6	0,9	0,3	1,0	1,1	0,7	0,3	2,8	3,1
Salaire mensuel de base ouvrier (SMBO) (1)	0,9	0,6	0,9	0,3	1,0	1,1	0,7	0,3	2,7	3,1
Salaire mensuel de base (SMB) (1)	0,9	0,6	0,7	0,3	1,1	0,9	0,7	0,3	2,6	3,0
Salaire moyen par tête (SMPT) (2)	1,0	0,2	0,7	0,8	1,0	0,5	0,6	0,9	2,7	3,0
Prix (3)	0,3	0,9	0,3	1,2	0,8	1,2	-0,3	-0,8	2,6	1,0

Sources :
Dares,
Insee.

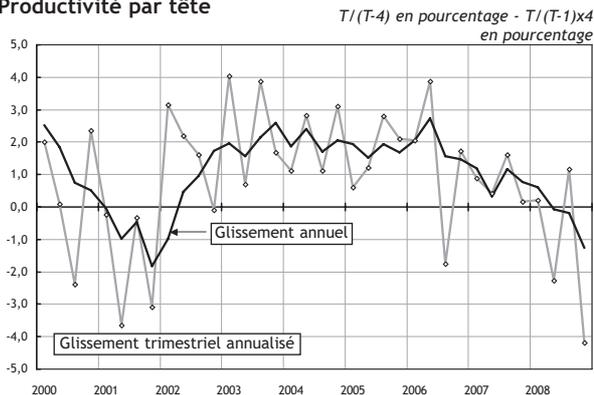
(1) Données brutes, fin de trimestre, entreprises de plus de 10 salariés du secteur principalement marchand non agricole.

(2) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteur principalement marchand non agricole.

(3) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre).

(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (T4 pour 2007 et 2008).

Graphique 4
Productivité par tête



Champ : Secteurs principalement marchands non agricoles.
Sources : Dares, Insee.

La désinflation permet un rebond des salaires de base en euros constants

Dans les secteurs marchands non agricoles, la productivité par tête a nettement diminué au 4^{ème} trimestre 2008, le repli de l'activité ayant été plus marqué que celui de l'emploi salarié : en glissement annuel, la productivité par tête a reculé de -1,3 %, après -0,2 % au 3^{ème} trimestre 2008 (graphique 4).

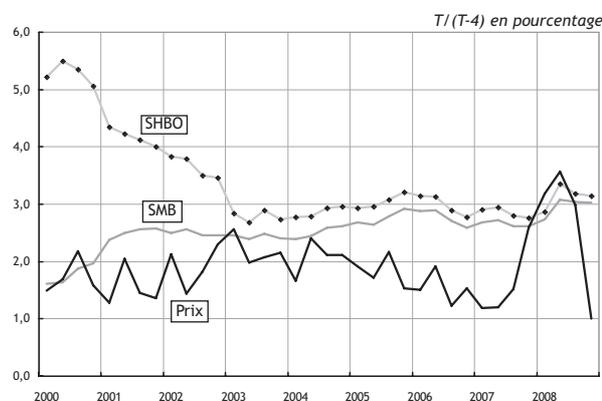
Le salaire mensuel de base (SMB) a progressé de +0,3 % en données brutes au 4^{ème} trimestre 2008, après +0,7 % au 3^{ème} trimestre, ce qui porte son glissement annuel à +3,0 %, comme au trimestre précédent (tableau 2, graphique 5). Le salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) a évolué de façon similaire, progressant de +0,3 % par rapport au 3^{ème} trimestre, après +0,7 % au trimestre précédent, et de +3,1 % en glissement annuel après +3,2 %.

Compte tenu de la forte décélération des prix à la consommation hors tabac (+1,0 % en glissement annuel entre décembre 2007 et décembre 2008 (3), contre +3,0 % entre septembre 2007 et septembre 2008), les salaires de base en euros constants ont connu une hausse très marquée ce trimestre (+2,1 % pour le SHBO en glissement annuel et +2,0 % pour le SMB), après avoir légèrement augmenté au 3^{ème} trimestre 2008 et baissé au cours des deux premiers trimestres de l'année.

Dans ce contexte, la progression du salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole a été de +3,0 % en glissement annuel au 4^{ème} trimestre 2008. Compte tenu de la hausse de +1,8 % des prix à la consommation hors tabac entre le 4^{ème} trimestre 2007 et le 4^{ème} trimestre 2008, le SMPT en euros constants s'est accru de +1,2 % en glissement annuel (4).

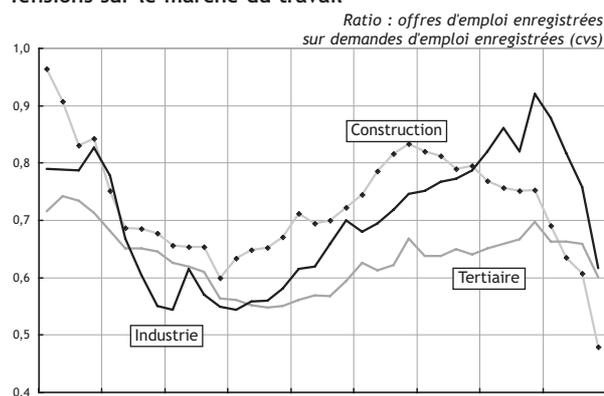
Au 4^{ème} trimestre 2008, les tensions sur le marché du travail se sont très nettement relâchées dans les principaux domaines professionnels (graphique 6). Le repli des indicateurs de tension a été, ce trimestre, particulièrement marqué dans les métiers du bâtiment et des travaux publics. Dans les métiers industriels, ceux-ci ont également diminué très fortement, accentuant la baisse amorcée au 1^{er} trimestre 2008. La baisse des tensions s'est également étendue aux métiers du tertiaire, après trois trimestres de stabilité.

Graphique 5
Salaires et indice des prix à la consommation



Le glissement trimestriel des prix hors tabac est calculé sur le dernier mois du trimestre, comme dans le tableau 2.
Sources : Dares, Insee.

Graphique 6
Tensions sur le marché du travail



Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.
Sources : Dares, Pôle emploi.

Poursuite du repli du nombre de bénéficiaires de dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi

Au 4^{ème} trimestre 2008, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés, de stages de formation et des dispositifs de retraits d'activité a continué de décroître : -40 000 après -29 000 au 3^{ème} tri-

(3) Les salaires étant évalués au dernier mois du trimestre, on les compare avec l'indice national des prix à la consommation (IPC hors tabac) en glissement annuel (ici, l'IPC de décembre 2008 est rapporté à l'IPC de décembre 2007).

(4) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à la variation de l'IPC hors tabac entre le 4^{ème} trimestre 2007 et le 4^{ème} trimestre 2008 (en moyenne trimestrielle).

mestre 2008 en données corrigées des variations saisonnières (tableau 3). Ce repli est essentiellement imputable au secteur marchand, marqué notamment par les sorties massives de contrats Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprises (SEJE), ainsi qu'aux dispositifs de retrait d'activité dont le nombre de bénéficiaires ne cesse de diminuer.

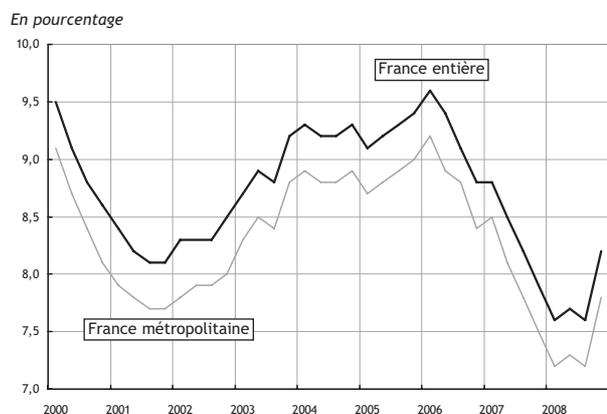
Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a légèrement diminué : -4 000 au 4^{ème} trimestre 2008 après +1 000 au trimestre précédent. Les entrées en Contrats d'Avenir (CAV) ont fortement ralenti après l'augmentation exceptionnelle du trimestre précédent : 7 000 embauches par mois en moyenne au 4^{ème} trimestre 2008, après 13 000 au trimestre précédent (données brutes). Avec 40 000 embauches enregistrées pour les deux tiers au mois de juillet, le 3^{ème} trimestre 2008 était en effet atypique, la hausse très importante des embauches s'expliquant par les reconductions massives des contrats arrivés à échéance en juin 2008 dans l'Éducation nationale. Néanmoins, malgré le rebond du mois de juillet, le nombre de bénéficiaires de CAV demeure en retrait par rapport aux premiers mois de l'année : sur les cinq premiers mois de l'année, avant le « décrochage » atypique de juin, il était de 90 000 en moyenne par mois, contre 82 000 en moyenne par mois sur le second semestre. Le nombre de personnes en contrats d'accompagnement vers l'emploi (CAE) a, quant à lui, augmenté pour la première fois depuis cinq trimestres, même si cette hausse a été limitée : + 1 000 au 4^{ème} trimestre 2008, après -14 000 au 3^{ème} trimestre. Les entrées en CAE sont en effet restées stables par rapport au 3^{ème} trimestre (14 000 entrées par mois en moyenne) et les sorties mensuelles ont ralenti (14 000 sorties par mois en moyenne, contre 19 000 au 3^{ème} trimestre). Le nombre de

bénéficiaires des anciens Emplois Jeunes a quant à lui reculé de -1 000 sur l'ensemble du trimestre comme au 3^{ème} trimestre, sous l'effet des dernières sorties de ce dispositif.

Dans le secteur marchand, le repli du nombre de bénéficiaires d'emploi aidé s'est poursuivi au 4^{ème} trimestre 2008 (-22 000), à un rythme proche de celui observé au 3^{ème} trimestre (-23 000). En effet, l'augmentation du nombre de personnes en Contrat Initiative Emploi (CIE) n'a pas suffi à compenser la légère baisse du nombre de bénéficiaires de contrats en alternance et les nombreuses sorties de contrats Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprises (SEJE). Même si les entrées en CIE restent moindres que celles attendues de la fusion du CIE et du SEJE au 1^{er} janvier 2008, elles ont accéléré au 4^{ème} trimestre 2008 : 11 000 embauches après 8 000 au trimestre précédent (données brutes). Grâce à ce dynamisme des entrées et à des sorties en baisse (6 000 sorties au lieu de 7 000 le trimestre précédent), le nombre de bénéficiaires d'un nouveau CIE a augmenté par rapport au 3^{ème} trimestre (+6 000). Les sorties au titre de l'ancien CIE sont restées étales au 4^{ème} trimestre (2 500). Au total, le nombre de bénéficiaires de CIE (anciens et nouveaux) a augmenté au 4^{ème} trimestre 2008 alors qu'il décroissait sans interruption depuis le 3^{ème} trimestre 2006. Comme traditionnellement à cette période de l'année, les embauches dans le cadre de la formation en alternance ont rebondi par rapport à celles du trimestre précédent. Les entrées en Contrat de professionnalisation ont été un peu plus nombreuses que celles observées un an plus tôt (68 000 contre 67 000 au 4^{ème} trimestre 2007), conduisant à un léger accroissement du nombre de bénéficiaires par rapport au 3^{ème} trimestre 2008 (+5 000). En revanche, le nombre de contrats d'apprentissage signés entre début octobre et fin décembre (137 000) a légèrement baissé par rapport à la même période en 2007 (142 000), portant le nombre de jeunes apprentis à 412 000 en données corrigées des variations saisonnières à la fin du 4^{ème} trimestre 2008 (427 000 en données brutes).

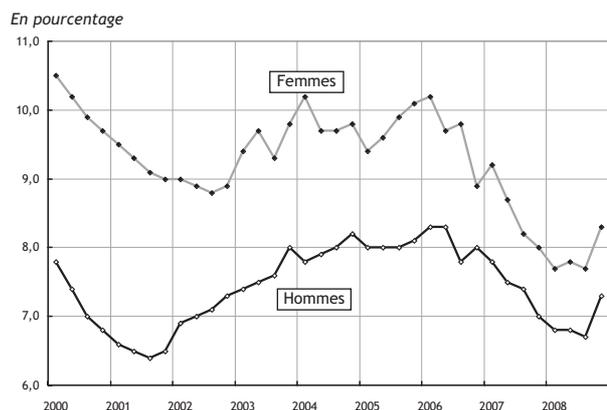
Le nombre total de demandeurs d'emploi bénéficiaires d'un stage de formation à la fin du 4^{ème} trimestre 2008 a légèrement diminué par rapport au trimestre précédent (-2 000). Au 4^{ème} trimestre, les entrées en action préparatoire au recrutement (APR) ont été aussi nombreuses que celles enregistrées le trimestre précédent (4 000), laissant inchangé le nombre de bénéficiaires de ce dispositif. Le nombre de bénéficiaires d'un dispositif public de retrait d'activité a continué sa décline, encore plus fortement qu'au trimestre précédent (-12 000 après -8 000 au 3^{ème} trimestre), reflétant notamment le moindre recours aux dépenses de recherche d'emploi ainsi que la poursuite du durcissement depuis 2003 des conditions d'accès aux dispositifs de retrait d'activité, en particulier aux préretraites, en cohérence avec la volonté de favoriser le maintien des salariés les plus âgés sur le marché du travail.

Graphique 7
Taux de chômage au sens du BIT en France



Source : Insee.

Graphique 8
Taux de chômage au sens du BIT, par sexe



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee.

Forte remontée du taux de chômage au sens du BIT

D'après les données provisoires issues de l'enquête Emploi de l'Insee, le taux de chômage au sens du BIT a augmenté de +0,6 point au 4^{ème} trimestre 2008, s'établissant à 7,8 % de la population active en France métropolitaine en moyenne au 4^{ème} trimestre 2008 (graphique 7) (5). Pour l'ensemble France métropolitaine et DOM, il a augmenté dans la même proportion, s'établissant à 8,2 % de la population active.

Au 4^{ème} trimestre 2008, en France métropolitaine, les taux de chômage des hommes et des femmes ont également augmenté de +0,6 point pour s'établir respectivement à 7,3 % et 8,3 % (tableau 4), l'écart entre les deux se maintenant à un niveau historiquement bas (graphique 8).

(5) Le taux de chômage BIT mesuré à partir de l'enquête Emploi est estimé à +/- 0,4 point près (Insee, [11]).

Tableau 3

Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi (chiffres au 12/03)

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2007				2008				2007	2008	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Flux T/(T-4)		
	Entrées du trimestre en milliers								Flux T/(T-4) en %		
Entrées - Données brutes - Milliers et %											
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	196	131	172	287	167	110	152	263	2,1	-8,3	
dont : Abaissement de coûts salariaux	55	50	50	45	24	25	22	25	-15,5	-44,2	
Contrat initiative emploi	15	12	6	4	7	9	8	11			
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	22	20	28	25	0	0	0	0			
Formations en alternance	104	43	88	209	108	46	96	205	4,7	-2,0	
Contrat d'apprentissage (2)	66	16	56	142	64	21	61	137			
Contrats de qualification et assimilés (3)	0	0	0	0	0	0	0	0			
Contrat de professionnalisation	38	27	32	67	44	25	36	68			
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (4)	30	30	27	24	27	31	27	27	25,4	10,0	
Emplois aidés dans le secteur non marchand	99	80	106	80	69	59	83	64	-25,1	-19,8	
dont : CES et CEC	1	0	0	0	0	0	0	0			
Contrats Emploi Jeunes	1	0	0	0	0	0	0	0			
Contrats d'Avenir	24	20	43	26	23	21	40	21			
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	73	59	62	53	45	37	43	43			
Formation des demandeurs d'emplois	143	141	142	141	143	143	142	143	2,9	1,5	
dont : Action préparatoire au recrutement (a)	4	4	4	4	4	6	4	4			
Retraits d'activité	44	37	33	37	37	33	35	34	-10,5	-8,9	
dont : Dispenses de recherche d'emploi	42	36	32	36	36	32	35	33			
Ensemble (5)	481	389	453	545	415	344	411	504	-3,8	-7,5	
Effectifs de bénéficiaires Données CVS - Milliers et %	2008 T4 Stock	Variations trimestrielles des stocks								Stock T/(T-4) en %	
Emplois aidés dans le secteur marchand (1)	1 053	30	5	-6	-9	-10	-7	-23	-22	1,8	-5,6
dont : Abaissement de coûts salariaux	238	-16	-15	-15	-12	-25	-15	-28	-15	-15,3	-25,9
Contrat initiative emploi	64	-25	-21	-20	-20	-10	-2	-1	3		
Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise	62	4	2	4	7	-17	-14	-25	-17		
Formations en alternance	622	24	13	4	2	16	6	7	-5	7,6	3,9
Contrat d'apprentissage (2)	412	15	4	-1	-1	8	7	2	-10		
Contrats de qualification et assimilés (3)	0	-4	0	0	0	0	0	0	0		
Contrat de professionnalisation	210	12	9	4	3	8	-2	5	5		
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise (4)	119	11	8	8	4	-1	2	1	2	37,2	3,5
Emplois aidés dans le secteur non marchand	186	19	-29	-2	-30	-13	-45	1	-4	-14,8	-24,8
dont : CES et CEC	0	-6	-5	-5	-4	-1	0	0	0		
Contrats Emploi Jeunes	4	-9	-5	-4	-2	-1	-1	-1	-1		
Contrats d'Avenir	79	11	-21	21	2	2	-24	16	-2		
Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi	103	22	1	-14	-25	-13	-20	-14	1		
Formation des demandeurs d'emplois	243	5	2	-2	-1	0	2	1	-2	1,8	0,4
dont : Action préparatoire au recrutement (a)	3	2	0	0	0	0	1	-1	0		
Retraits d'activité	469	-6	-8	-12	-7	-9	-15	-8	-12	-6,1	-8,5
dont : Dispenses de recherche d'emploi	446	-2	-5	-9	-4	-5	-12	-5	-9		
Ensemble (5)	1 951	48	-31	-23	-47	-33	-65	-29	-40	-2,4	-7,9

Sources :
Dares,
CNASEA,
Pôle emploi,
Ministère de
l'Éducation nationale,
Ministère
de l'Intérieur
(emplois jeunes).

(1) Y compris insertion par l'économie et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les DDTEFP après enregistrement des Chambres Consulaires ; les stocks sont estimés.

(3) Contrat de qualification, d'adaptation ou d'orientation.

(4) A partir du 1^{er} trimestre 2008, les flux d'entrées correspondant aux dossiers de demande d'ACCRE ainsi que les stocks sont des estimations.

(5) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants, sauf : (a) entrées en rémunération ; les stocks sont estimés.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

Les jeunes de moins de 25 ans restent les plus sévèrement touchés par la hausse du chômage. Le taux de chômage des moins de 25 ans s'est élevé de +1,8 point au 4^{ème} trimestre 2008 pour la France métropolitaine, s'établissant à 20,4 % des actifs de cette classe d'âge. Cette hausse a été plus forte chez les hommes de moins de 25 ans (+2,1 points) que chez les femmes du même âge (+1,4 point), si bien que le taux de chômage des premiers dépasse celui des secondes pour le deuxième trimestre consécutif (respectivement 20,9 % et 19,7 %) (tableau 4).

Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E) (6), a fortement augmenté au 4^{ème} trimestre 2008 : + 146 000 inscrits après une hausse de +43 000 au 3^{ème} trimestre (tableau 5). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est ainsi reparti à la hausse au second semestre 2008 après trois années de recul ininterrompu. Au total, sur 2008, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE a progressé de +165 000, après avoir reculé de -261 000 en 2007 et de -295 000 en 2006.

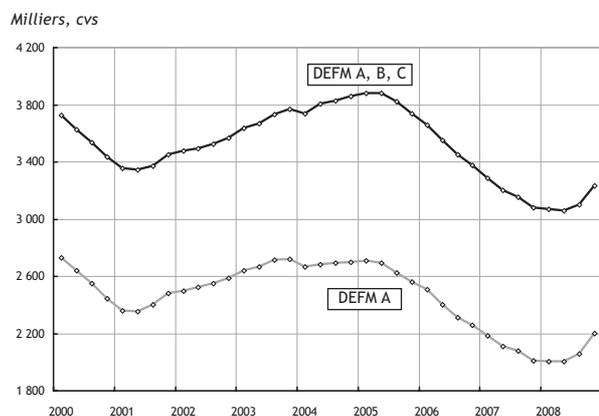
Le nombre de demandeurs d'emploi tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C, graphique 9) a également fortement progressé au 4^{ème} trimestre 2008 : +134 000 après +39 000 au 3^{ème} trimestre. Après avoir baissé légèrement au 1^{er} semestre avec un repli moyen de -11 000 par trimestre, il est reparti à la hausse au second semestre. Au total, sur 2008, le nombre de demandeurs d'emploi des catégories A, B et C a progressé de +152 000 après avoir reculé de -293 000 en 2007. Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois (catégorie A (7)) a quant à lui augmenté de +146 000 au 4^{ème} trimestre 2008, après une hausse de +49 000 au 3^{ème} trimestre. Seul le nombre de demandeurs

(6) Conformément aux préconisations du Conseil national de l'information statistique (Cnis), la classification des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE (désormais Pôle emploi) a fait l'objet de modifications. Les anciennes catégories 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 se répartissent désormais au sein des catégories A, B, C, D et E selon l'obligation ou non de faire des actes positifs de recherche d'emploi, la pratique ou non d'une activité réduite, sa durée et la disponibilité pour travailler (cf. encadré 1).

(7) Anciennement catégories 1, 2, 3 hors activité réduite.

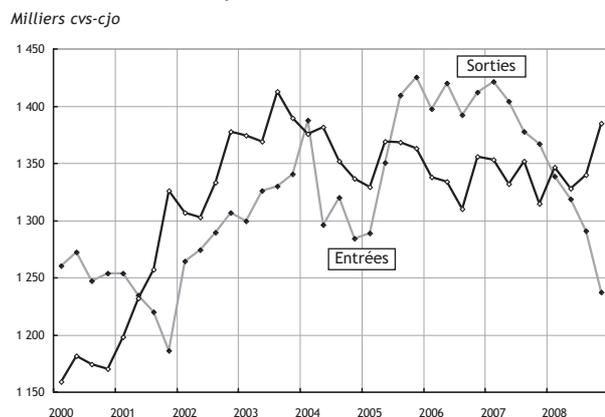
d'emploi en activité réduite (catégories B et C (8)) a baissé continuellement depuis mi-2006. Il a reculé de -12 000 au 4^{ème} trimestre, après -11 000 au trimestre précédent soit une baisse de -11 000 en moyenne par trimestre en 2008. L'activité réduite correspond en effet souvent à des emplois courts, à temps partiel, CDD, missions d'intérim ou travail occasionnel. Alors qu'en fin de cycle de croissance, l'activité réduite tend à diminuer du fait de la diffusion d'emplois plus pérennes, le retournement conjoncturel de 2008 n'a fait

Graphique 9
Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie



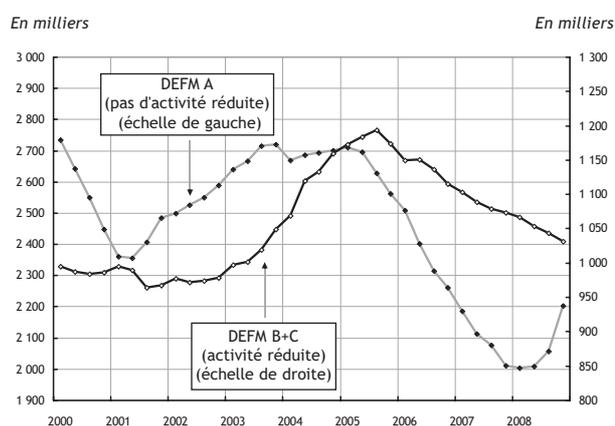
Champ : France métropolitaine.
Sources : Dares, Pôle emploi.

Graphique 10
Entrées et sorties des demandeurs d'emploi des listes de Pôle emploi



Champ : DEFM A, B, C ; France métropolitaine.
Sources : Dares, Pôle emploi.

Graphique 11
Demandes d'emploi et activité réduite



Champ : France métropolitaine.
Sources : Dares, Pôle emploi.

dans un premier temps qu'accroître ce recul du fait de la large suppression d'emplois précaires et de courte durée.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits depuis plus d'un an sur les listes de Pôle emploi a de nouveau progressé au 4^{ème} trimestre : +20 000 après +5 000 au 3^{ème} trimestre. Après une forte diminution en 2007 (-217 000), le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée a légèrement diminué en 2008 : -24 000 au total sur l'année, la baisse observée au début de l'année (-25 000 en moyenne par trimestre au 1^{er} semestre) ayant été plus importante que sa hausse au second semestre.

La hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C a été nettement plus importante au 4^{ème} trimestre qu'au 3^{ème}. Cette forte progression s'explique pour moitié par l'accélération des entrées (9) sur les listes de Pôle emploi et pour moitié par le nouveau recul des sorties (graphique 10). Les entrées en catégories A, B et C ont en effet connu une forte hausse au 4^{ème} trimestre : +45 000 après +12 000 au 3^{ème} trimestre. Cette progression est due pour une large part à la hausse des entrées suite à une fin de mission d'intérim (+18 000) et dans une moindre mesure aux entrées suite à une fin de CDD (+6 000) ou pour autres cas (+8 000). Les entrées suite à un licenciement économique et celles suite à un autre licenciement ont progressé respectivement de +4 000 et de +1 000. La baisse des sorties s'est accentuée au 4^{ème} trimestre : -54 000 après -28 000 au 3^{ème} trimestre. Ce recul est avant tout lié à la baisse des sorties pour reprises d'emploi déclarées (-22 000), reflet d'une conjoncture dégradée, et celle des sorties pour cessations d'inscription pour défaut d'actualisation (-24 000). C'est d'ailleurs sous l'impulsion du recul des sorties, entamé dès le 2^{ème} trimestre 2007, que la remontée du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C s'est amorcée en 2008, les entrées n'ayant augmenté nettement qu'au 4^{ème} trimestre 2008.

La zone euro en récession

Le 4^{ème} trimestre 2008 a vu une très nette accentuation de la récession dans la zone euro : l'activité s'est en effet repliée de -1,5 %, après -0,3 % au 2^{ème} trimestre et -0,2 % au 3^{ème} trimestre. En glissement annuel, l'évolution de l'activité s'est également révélée négative, pour la première fois depuis le lancement de l'euro : -1,3 %, après +0,6 % au trimestre précédent. Toutes les composantes de la demande ont reculé : la demande extérieure qui a connu un recul sans précédent (-7,3 % après +0,0 %), mais aussi l'investissement (-2,7 % après -0,6 %) et la consommation des ménages (-0,9 % après +0,1 %). Conséquence du repli de l'activité, le taux de chômage au sens du BIT a accéléré sa remontée, et s'est établi à 7,9 % de la population active en moyenne au 4^{ème} trimestre 2008, après 7,5 % au 3^{ème} trimestre et 7,4 % au 2^{ème} trimestre.

Avec un recul de l'activité de -2,1 % au 4^{ème} trimestre 2008 après -0,5 %, l'Allemagne a enregistré son plus mauvais résultat trimestriel depuis la réunification, du fait, principalement, d'une contribution très négative du commerce extérieur et d'un repli de l'investissement. Le taux de chômage allemand est néanmoins resté stable à 7,2 % en moyenne au 4^{ème} trimestre, son niveau le plus bas atteint depuis 2001.

(8) Anciennement catégories 1, 2, 3 exerçant une activité réduite plus catégories 6, 7, 8.

(9) Les flux d'entrée et de sortie sont désormais analysés sur l'ensemble des catégories A, B et C. Sur ce champ, la variation du stock de demandeurs d'emploi est égale au solde des entrées et des sorties plus un résidu qui provient essentiellement d'un décalage d'enregistrement de certains flux dans les remontées statistiques mensuelles et de l'enregistrement particulier des demandeurs d'emploi changeant d'unité locale de Pôle emploi peu après leur inscription.

Tableau 4
Taux de chômage au sens du BIT

Moyenne trimestrielle, en % (données CVS)	2007				2008				2007	2008	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4 (p)	T-(T-4) en points de % (*)		
Hommes	7,8	7,5	7,4	7,0	6,8	6,8	6,7	7,3	-1,0	0,3	
Moins de 25 ans	19,9	19,3	17,9	17,7	17,0	18,4	18,8	20,9	-3,8	3,2	
25-49 ans	6,8	6,7	6,6	6,3	6,0	5,7	5,5	6,1	-0,5	-0,2	
Plus de 50 ans	5,9	5,1	5,2	4,7	4,8	5,3	4,9	4,8	-1,0	0,1	
Femmes	9,2	8,7	8,2	8,0	7,7	7,8	7,7	8,3	-0,9	0,3	
Moins de 25 ans	23,6	20,5	18,4	19,0	18,1	18,8	18,3	19,7	-2,6	0,7	
25-49 ans	8,4	8,3	8,0	7,6	7,3	7,4	7,3	8,0	-0,8	0,4	
Plus de 50 ans	6,2	5,6	5,2	5,2	4,8	4,9	5,1	5,2	-0,6	0	
Ensemble	8,5	8,1	7,8	7,5	7,2	7,3	7,2	7,8	-0,9	0,3	
Moins de 25 ans	21,6	19,8	18,2	18,3	17,5	18,6	18,6	20,4	-3,3	2,1	
25-49 ans	7,5	7,4	7,3	6,9	6,6	6,5	6,4	7,0	-0,6	0,1	
Plus de 50 ans	6,0	5,4	5,2	5,0	4,8	5,1	5,0	5,0	-0,8	0	
Milliers / CVS	Niveau 2008-T4	Variations trimestrielles en milliers								Croissance T/(T-4) en %	
Nombre de chômeurs BIT	2 197	31	-104	-83	-72	-77	23	-31	187	-9,8	4,9

Source :
Insee,
enquête Emploi.

(p) Résultats provisoires. Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus. Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage. Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (4^{ème} trimestre pour 2007 et 2008).

Tableau 5
Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégories et selon l'ancienneté sur les listes de Pôle emploi

Données en fin de trimestre Milliers / cvs - cjo	2008	2007				2008				2007	2008
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T-(T-4) en points de % (*)	
	Niveau	Entrées du trimestre								%	
Ensemble des DEFM	3 648	-64	-74	-38	-85	-10	-14	43	146	-7,0	4,7
DEFM A, B, C	3 236	-86	-88	-46	-74	-13	-8	39	134	-8,7	4,9
DEFM A	2 205	-75	-73	-36	-68	-6	5	49	146	-11,1	9,6
DEFM exerçant une activité réduite :	1 031	-11	-15	-10	-6	-7	-13	-11	-12	-3,7	-3,9
dont : courte (DEFM B)	466	-11	-13	-5	-5	2	6	3	4	-7,1	3,1
longue (DEFM C)	565	0	-2	-4	-1	-9	-19	-13	-16	-1,1	-9,0
DEFM D	187	1	1	1	-7	6	-3	4	9	-1,8	9,1
DEFM E	226	21	12	7	-5	-3	-2	1	2	18,2	-1,0
Pour mémoire : DEFM 1 (**)	2 117	-59	-64	-26	-50	2	18	53	150	-9,5	11,7
Dispensés de recherche d'emploi indemnisés (***)	352	-5	-6	-7	-5	-6	-12	-4	-9	-5,6	-8,1
Demandeurs d'emploi de longue durée de catégories ABC (DELD)											
1 à 2 ans d'ancienneté	530	-50	-36	-21	-11	-7	-10	13	18	-18,6	2,6
2 à 3 ans d'ancienneté	194	-20	-13	-18	-13	-12	-12	-4	3	-22,5	-11,3
Plus de 3 ans d'ancienneté	272	-12	-8	-7	-7	-5	-4	-4	-1	-10,9	-4,5
Ensemble des DELD	996	-82	-57	-46	-32	-24	-25	5	20	-17,5	-2,4

Sources :
Dares,
Pôle emploi,
Unédic.

Voir encadré 1 pour la définition des catégories de DEFM et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8). Les données sont arrondies au millier.

(*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (4^{ème} trimestre pour 2007 et 2008).

(**) Conformément au rapport du CNIS « Emploi, chômage et précarité » [10], l'analyse développée dans cette publication privilégie d'autres catégories de demandeurs d'emploi que l'ancienne catégorie 1.

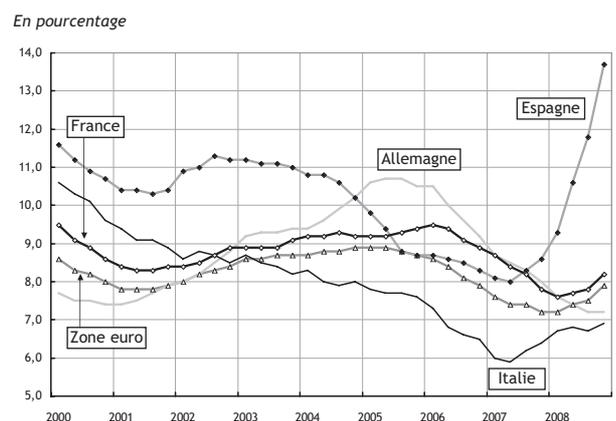
(***) Données brutes.

En Italie, l'activité s'est fortement repliée au 4^{ème} trimestre 2008 : -1,9 % après -0,7 % au trimestre précédent. La demande intérieure comme les exportations se sont fortement réduites. Le taux de chômage italien s'est établi à 6,9 % en moyenne au 4^{ème} trimestre après 6,7 % au trimestre précédent.

En Espagne, l'activité s'est à nouveau contractée : -1,0 % au 4^{ème} trimestre, après -0,3 % au trimestre précédent. A la forte baisse des investissements, s'est ajouté un recul de la consommation des ménages plus marqué qu'au trimestre précédent. Le taux de chômage au sens du BIT a accéléré sa remontée, passant de 11,8 % à 13,7 % de la population active en moyenne au 4^{ème} trimestre.

De même, la récession s'est amplifiée au Royaume-Uni, où le PIB a diminué de -1,5 % au 4^{ème} trimestre, après -0,7 % au trimestre précédent. Alors que ses secteurs financier et immobilier sont en proie à d'importantes difficultés, son secteur manufacturier a souffert ce trimestre de la baisse de la demande intérieure et

Graphique 12
Taux de chômage en zone euro



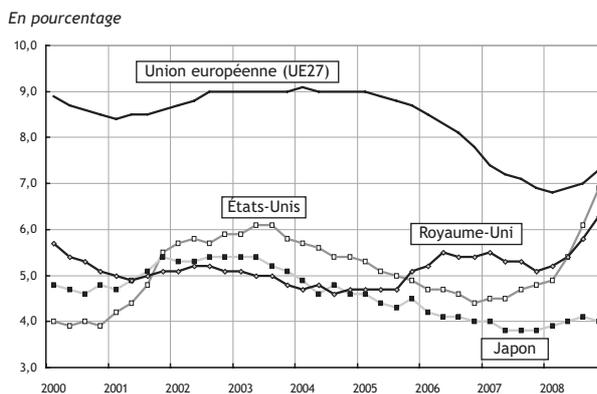
Source : Eurostat.

extérieure. Le taux de chômage britannique a progressé de +0,4 point ce trimestre, pour atteindre 6,2 % de la population active.

Aux Etats-Unis, l'activité a reculé de -1,6 % au 4^{ème} trimestre, après -0,1 % au trimestre précédent. La baisse de la consommation des ménages s'est accompagnée, ce trimestre, d'un important repli de l'investissement, tandis que le solde extérieur est devenu défavorable. En glissement annuel, le repli de l'activité s'est établi à -0,8 %, après une progression de +0,7 % au trimestre précédent. Le taux de chômage américain a poursuivi sa hausse amorcée mi-2007, passant de 6,1 % à 6,9 % en moyenne au 4^{ème} trimestre 2008.

Au Japon, le repli de l'activité a atteint -3,2 % au 4^{ème} trimestre, après -0,4 % au 3^{ème}, sous l'effet de la forte baisse des exportations et de l'investissement non résidentiel. Pour autant, le taux de chômage a légèrement diminué, passant de 4,1 % à 4,0 % en moyenne au 4^{ème} trimestre.

Graphique 13
Taux de chômage dans le monde



Source : Eurostat.

DARES *

* Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Anne-Juliette Bessone, Jérôme Domens et Amandine Schreiber et composée de : Claire Goarant, Olivier Monneraye, Juliette Ponceau, Véronique Rémy et Xavier Viney.

Encadré 1

LES NOUVELLES CATÉGORIES DE DEMANDEURS D'EMPLOI

La Dares et Pôle emploi ont rénové leur publication mensuelle commune sur « les demandeurs d'emploi inscrits et les offres collectées par Pôle emploi » en mars 2009. Le contenu de cette publication a été enrichi et les catégories de demandeurs d'emploi auxquelles il est fait référence ont été modifiées.

Ce nouveau format de publication vise à prendre en compte les recommandations de deux rapports publics récents. Le premier, intitulé « Les méthodes statistiques d'estimation du chômage » [9], de l'Inspection générale des finances (IGF) et de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), a été publié en septembre 2007. Le second, intitulé « Emploi, chômage, précarité : mieux mesurer pour mieux débattre et mieux agir » [10], a été rédigé par un groupe de travail du Conseil national de l'information statistique (CNIS), présidé par M. Jean-Baptiste de Foucauld et rendu public en septembre 2008.

Ces rapports préconisaient notamment de publier séparément les informations relatives aux demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et les estimations du chômage au sens du BIT et d'assurer plus de transparence sur le sens et la portée des données publiées. Ils insistaient également sur la nécessité de privilégier de nouvelles catégories de demandeurs d'emploi dans le cadre des publications statistiques et de ne plus se focaliser essentiellement sur la catégorie 1 (demandeurs d'emploi à la recherche d'un CDI à temps plein et n'ayant pas exercé une activité réduite supérieure à 78 heures au cours du mois). La nouvelle classification retenue est conforme aux recommandations du rapport du CNIS : elle ne prend plus en compte le type d'emploi recherché et les demandeurs d'emploi se répartissent désormais en cinq catégories (A, B, C, D et E) selon :

- l'obligation ou non de faire des actes positifs de recherche d'emploi ;
- l'exercice ou non d'une activité réduite et sa durée.

Les évolutions conjoncturelles des catégories 1, A et A, B, C sont généralement semblables mais présentent des amplitudes d'évolution moins marquées pour la catégorie A, B, C, la plus importante en volume.

Catégories statistiques		Catégories administratives
Nom	Définition	Correspondance
Catégorie A	Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi	Catégories 1, 2, 3 hors activité réduite
Catégorie B	Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois)	Catégories 1, 2, 3 en activité réduite
Catégorie C	Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois)	Catégories 6, 7, 8
Catégorie D	Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi pour diverses raisons (stage, formation, maladie, etc.), sans emploi	Catégorie 4
Catégorie E	Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi, non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés)	Catégorie 5
Catégories A, B, C	Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi	Catégories 1, 2, 3, 6, 7, 8
Catégories A, B, C, D, E	Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi	Catégories 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8

Références

- [1] Domens, J., Ponceau J. [2009] « L'emploi salarié au 4^{ème} trimestre 2008 », *Premières Informations*, n°11.1, mars.
- [2] Domens, J. [2009] « L'emploi intérimaire au 4^{ème} trimestre 2008 », *Premières Informations*, à paraître.
- [3] Dubreu, N. [2009] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 4^{ème} trimestre 2008 - Résultats définitifs » *Premières Informations*, n°12.2, mars.
- [4] Dares [2009] « Le marché du travail en décembre 2008 », *Premières Informations*, n°05.2, février.
- [5] Dares [2009] « Les tensions sur le marché du travail au 4^{ème} trimestre 2008 », *Premières Informations*, n°16.1, avril.
- [6] Dares [2009] « Conjoncture de l'emploi et du chômage au 3^{ème} trimestre 2008 - Nette dégradation du marché du travail », *Premières Informations*, n°03.3, janvier.
- [7] Dares [2008] « Profil des demandeurs d'emploi selon leur statut au regard de l'indemnisation, en 2006 », *Premières Synthèses*, n°51.7 décembre.
- [8] Acoff [2009] « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au 4^{ème} trimestre 2008 », *Acoff Stat - Conjoncture*, n°79, mars.
- [9] IGF, IGAS (2007), « Les méthodes statistiques d'estimation du chômage », *Rapport de l'Inspection Générale des Finances et de l'Inspection Générale des Affaires sociales*, septembre.
- [10] Cnis (2008), « Emploi, chômage et précarité - Mieux mesurer pour mieux débattre et mieux agir », *Rapport du groupe de travail sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi* présidé par J.-B. de Foucauld.
- [11] Insee (2009), « Chômage au sens du BIT et indicateurs sur le marché du travail (résultats de l'enquête emploi au 4^{ème} trimestre 2008) », *Informations Rapides* n°62, mars.
- [12] Eurostat [2009] « Janvier 2009 : le chômage en hausse à 8,2 % dans la zone euro. En hausse à 7,6 % dans l'UE27 », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n°25/2009, février.

PREMIÈRES INFORMATIONS et PREMIÈRES SYNTHÈSES
sont édités par le **Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi**
et le **Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville**
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES),
39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.
www.travail.gouv.fr (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la DARES)
Directeur de la publication : **Antoine Magnier**.
Téléphone Publications : 01.44.38.22. (60 ou 61)
Documentation : 01.44.38.23. (12 ou 14) / Télécopie : 01.44.38.24.43
Réponse à la demande : e-mail : dares.communication@dares.travail.gouv.fr
Rédactrice en chef : Alice Guerber-Cahuzac.
Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton.
Maquettistes : Daniel Lepasant, Guy Barbut, Thierry Duret.
Conception graphique : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi
et Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.
Impression : Ateliers Modernes d'Impression,
19, rue Latérale, 92404 Courbevoie.
Abonnements : dares.communication@dares.travail.gouv.fr
Publicité : Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi
et Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.
Dépôt légal : à parution.
Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 1253 - 1545.